



Communiqué de presse

Manifeste pour la liberté associative et le droit au débat démocratique

En octobre 2020, la Secrétaire d'État à la Jeunesse et à l'Engagement, déstabilisée par la pertinence de constats percutants et de questions posées sur la laïcité par une assemblée de jeunes, a essayé de couper court au débat, en tentant de faire chanter à la salle une Marseillaise improvisée, puis finalement en quittant brusquement la salle sans explication.

Par la suite, la Secrétaire d'État a diligenté une enquête administrative par l'Inspection Générale de l'Éducation, du Sport et de la Recherche, à l'encontre des organisateur-trices de l'événement, la pourtant vénérable Fédération nationale des Centres Sociaux (FCSF), et des animateur-trices de la journée, issus de l'association d'Éducation populaire picarde « La Boite Sans Projet ».

La Fédération Éducation Recherche Culture de la CGT condamne fermement cet acharnement administratif concrétisé par la demande de retrait de l'agrément « Jeunesse et Éducation populaire » à l'encontre de l'association « Boîte sans projet ». La FERC CGT y voit un possible précédent qui pourrait se généraliser dans le contexte liberticide du projet de loi confortant le respect des principes de la République. Cette attitude révèle surtout un éloignement des réalités vécues par les jeunes, en particulier dans les quartiers populaires, un refus du débat contradictoire et illustre une dérive autoritaire.

Dans un entretien au Journal du Dimanche, Mme El Haïry va jusqu'à désigner la « Boîte Sans Projet » comme des « ennemis de la République ». Pour la FERC CGT, c'est une attaque inadmissible et totalement infondée. Ce qui fragilise la République, c'est le manque de justice sociale, c'est la répartition actuelle des richesses, c'est la priorité donnée au capital et pas à l'humain. Pour construire un « jour d'après » plus juste et plus solidaire, nous avons plus que jamais besoin d'Éducation Populaire.

La Fédération de l'Éducation, de la Recherche et de la Culture de la CGT apporte tout son soutien aux personnels de la « Boîte sans Projet » et des Centres Sociaux, et plus largement au secteur associatif défendant les valeurs de l'Éducation populaire, dans lesquelles le syndicalisme prend également ses racines. Développer les capacités d'analyse et de regard critique pour former des citoyen·nes capables de comprendre le monde dans lequel ils et elles vivent, pour pouvoir agir et le transformer, reste la priorité, aujourd'hui comme hier, « quoi qu'il en coûte » !

Montreuil, le 30 avril 2021